

ELECTIONS LÉGISLATIVES DES 4 ET 11 MARS 1973

1re circonscription des Pyrénées-Atlantiques



Le Parti Socialiste Unifié présente

Marcelin NUNEZ

Ouvrier Tôlier

Marie DAUDU

Le Béarn s'inscrit parfaitement dans l'organisation actuelle de l'économie capitaliste : cette région est, comme bien d'autres, destinée à devenir d'ici peu, un désert économique.

L'INDUSTRIE : c'est une mosaïque de petites industries traditionnelles, à côté de laquelle sont venus se greffer deux géants : S.N.P.A et TURBOMECA

L'AGRICULTURE: En plaine: le mais et le lait; en montagne: le bois et l'élevage.

Mais il faut traduire cette situation en termes de conditions de travail :

• Il faut savoir que aux Etablissements BIDEGAIN, à Pau (chaussures), c'est le travail à la chaîne le plus abrutissant, dans des conditions d'hygiène déplorables (les travailleuses s'évanouissent fréquement en été sous l'effet de la chaleur et des odeurs de colle), sous la surveillance constante des petits chefs, mouchards à la solde du patron. Il faut savoir que le règlement intérieur de cette boîte interdit aux ouvriers de siffler et de chanter dès qu'on passe le portail. Qu'on licencie à tour de bras, pour embaucher à la place des jeunes qu'on paie moins parce qu'ils n'ont pas d'ancienneté.

• Il faut savoir qu'on interdit aux vendeuses des NOUVELLES GALERIES de Pau de s'asseoir pendant le temps de travail (alors qu'un siège est obligatoire

pour deux employées).

 Il faut savoir que les conducteurs de poids lourds conduisent jusqu'à 60 heures par semaine pour boucler leur maigre paie.

• Il faut savoir que dans des dizaines d'entreprises béarnaises de plus de 50

employés, les patrons refusent – en pleine illégalité – d'autoriser la création de Comités d'Entreprise.

CES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI RESSEMBLENT A CELLES DU PROLETARIAT DU SIECLE DERNIER, SONT CELLES DE DIZAINES DE MILLIERS D'OUVRIERS, HOMMES, ET FEMMES, DE LA CHAUSSURE, DES TRANSPORTS? DU BOIS ET DE L'AMEUBLEMENT, DES TISSUS ET DE LA CONFECTION, DU BATIMENT, DE LA PETITE MECANIQUE, DES GRANDS MAGASINS,...

Mais si elles peuvent se maintenir ainsi, sans que rien ne change, c'est à cause de la menace de chômage que fait peser le patronat : il ne faut pas oublier que les Pyrénées Atlantiques sont un des départements où il y a le plus de CHOMAGE. Une des dernières illustrations : le CENTOR. Publicité tapageuse, milliards investis : tout cela pour faire de 200 travailleurs 200 chômeurs de plus.

Il y a bien sûr, à côté de cela, la S.N.P.A. qui contraste d'une façon étonnante. Mais la question dramatique se pose pour ses travailleurs : **POUR COMBIEN DE TEMPS ENCORE**?

Les directeurs de cette énorme société ne s'en cachent plus maintenant : La S.N.P.A. quittera le Béarn lorsque le gisement de Lacq sera épuisé. Et pour démontrer cette volonté, ils ont entrepris de démolir, lentement mais sûrement, le seul instrument par lequel on pouvait trouver et mettre au point les solutions de remplacement : la Recherche Scientifique et Technique.

Il n'y a pas de solutions propres à notre région; il n'y a que des applications locales de revendications fondamentales, que l'on retrouve partout en France. Nous, travailleurs, nous devons nous battre pour

Changer les conditions de travail

Dans les entreprises, les ouvriers doivent contrôler les cadences, l'hygiène et la sécurité, le temps de travail. Et par CONTROLE, il faut comprendre que les travaileurs doivent imposer leurs désirs au patron, qu'il soit d'accord ou pas. Certaines choses ne se négocient pas : ELLES SE PRENNENT.

 Augmentations uniformes des salaires et surtout STATUT UNIQUE POUR TOUTES LES ENTREPRISES ET POUR TOUS LES TRAVAILLEURS (du manœuvre à l'ingénieur). Salaire minimum de 1000 F, par mois, revalorisé en fonction du coût de la vie; mensualisation de TOUS les travailleurs; blocage des prix des denrées de grande consommation.

Dans le monde de l'agriculture, les travailleurs-paysans doivent lutter pour obtenir un REVENU MINIMUM GARANTI, pour contrôler les fermages et l'affectation des terres, pour contrôler la production et le marché, et ceci en liaison avec les travailleurs des industries agro-alimentaires.

Changer les conditions d'habitation

Rendre à la collectivité les sols immédiatement urbanisables, ce qui mettra fin à la spéculation foncière. • Redéfinir les loyers et les charges locatives : aucun profit ne peut y être toléré. Les villes doivent cesser d'être des instruments de profit.

Changer l'école et le système de formation

• Lutter contre le système de sélection.

• Transformer l'école et le CONTENU de l'enseignement.

Créer un système de formation permanente pour les travailleurs.

L'école doit cesser d'être ce qu'elle est : un instrument chargé de fabriquer des travailleurs soumis et dociles d'une part, des chefs de l'autre.

Changer la vie politique enfin

Par la mise en œuvre de plans, régional et national, faits, approuvés, et contrôlés par l'ensemble des travailleurs et des catégories sociales intéressées.

TOUTES CES REVENDICATIONS S'INSCRIVENT DANS LA PERSPECTIVE DU

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste dégénère et va sur sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'acrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu des élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui :

Il est possible d'en finir avec la société actuelle.

Devant la hausse des prix, que les camouflages préélectoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école), devant le silence complice du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoi, devant ce régime sans morale, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore au cours des dernières années, et notamment au travers des luttes populaires, ouvrières et paysannes, comme celles du Joint Français à Saint-Brieuc, du Larzac, une volonté grandissante s'est exprimée: celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs, d'hommes politiques à leur service.

L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Le P.S.U. ne méconnaît pas l'importance du programme commun : dans le cadre du mécontentement populaire actuel, il permet d'espérer un changement d'équipe gouvernementale qui assurerait la satisfaction des revendications importantes des travailleurs (SMIC à 1 000 F, retraite à 60 ans, revenu minimum garanti pour les agriculteurs...). Mais, prenant en compte les aspirations d'un nombre croissant de travailleurs, de jeunes, qui souhaitent des transformations profondes et cherchent dès aujourd'hui à construire une autre société, le P.S.U, leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille.

Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que

signifie le titre de notre manifeste : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » où le P.S.U. démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion :

- Par le contrôle des paysans travailleurs sur le prix des terrains agricoles et sur la transformation de leurs produits;
- Par le contrôle ouvrier sur la vie de l'entreprise (embauche, licenciements, cadences, sécurité et hygiène, lutte contre la hiérarchie qui opprime et divise, lutte contre l'inégalité croissante des salaires...);
- Par le contrôle des consommateurs sur les loyers, les prix, la qualité des produits alimentaires...;
- Par le contrôle permanent des citoyens sur les élus...

En imposant les décisions prises collectivement nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain ce seront nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de « réformateurs »;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion

